



# Osons la radicalité ?

**Gilles Berhault, Ladislav Smia et Eric Tardy.**

La pandémie de coronavirus est la plus grande crise traversée par nos sociétés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle nous marque tous par l'ampleur des contaminations et du nombre de décès qu'elle entraîne. Des centaines de milliers de personnes sont déjà mortes du virus à travers le monde. Si nous n'avions rien fait, la maladie aurait pu en tuer des dizaines de millions. Cette crise interpelle également par l'ampleur des actions mises en place pour empêcher la propagation du virus. Malgré les impacts sur les libertés individuelles et les conséquences économiques majeurs, des mesures d'une ampleur inédite ont été déployées en un temps record pour contrer la propagation de l'épidémie.

Comment expliquer que le coronavirus ait suscité une telle mobilisation alors que depuis des décennies, nous peinons à endiguer d'autres facteurs de risque responsables de la mort prématurée de millions de personnes ? Chaque année dans le monde, le tabac tue 8 millions de personnes dont 1 million de fumeurs passifs, l'obésité 5 millions, la pollution de l'air 3 millions, les accidents de la route 1 million. Surtout, le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les inégalités s'annoncent comme des sources majeures de déstabilisation de nos sociétés. Depuis des décennies, de nombreuses initiatives, publiques et privées, cherchent à transformer progressivement nos économies vers plus de durabilité. L'échec est patent. Les modes de vie occidentaux très consommateurs de ressources perdurent et sont de plus en plus adoptés à travers le monde. Le rythme de déploiement des technologies vertes est beaucoup trop lent pour endiguer les pressions supplémentaires sur l'environnement. Les inégalités sociales se creusent de plus en plus.

La crise du coronavirus nous invite-t-elle alors à abandonner l'idée que nous pouvons changer progressivement ? On ne compte déjà plus les appels à des transformations radicales de nos sociétés. Mais s'il faut s'engager sur ces chemins, comment réussir à créer une dynamique positive susceptibles de fédérer et d'éviter une montée des tensions voire des conflits ?

## Les envies de radicalité amplifiées par la crise du coronavirus

Les termes « radical », « radicalité », « radicalisation » sont utilisés pour désigner des paroles ou des actes à la nature singulièrement différente, parfois positive, souvent négative, la connotation positive ou négative dépendant d'ailleurs de qui l'emploie. Le sens du mot radical a d'ailleurs tendance à évoluer avec le temps. Les « radicaux » constituaient un mouvement politique violent au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il est devenu synonyme de tiédeur avec le temps. Si les termes liés à la radicalité peuvent qualifier des mouvements extrémistes, des manifestants violents comme les black-blocks, ils sont aussi fréquemment utilisés pour désigner de nombreux mouvements de la société civile, anticapitalistes, antisystèmes... En mettant de côté les mouvements violents, nous sommes témoins depuis quelques années de l'émergence de deux nouvelles formes de radicalité remettant fortement en question la racine du système et la structuration de nos économies.

Sur les sujets écologiques, la crainte d'un effondrement de nos sociétés est à l'origine de nouvelles formes de contestation. Qu'on parle de collapsologie ou de décroissance, le message est essentiellement tourné autour de l'idée qu'il faut rapidement changer nos modes de vie actuels, et surtout qu'il faut s'adapter face à l'effondrement qui pourrait arriver. Réduire directement la consommation le fameux « consommer moins mais mieux » pour limiter les dégâts sociaux et environnementaux. Relocaliser et pérenniser les nouveaux usages comme le télétravail les circuits courts . Utiliser en grande majorité des objets « low-tech » ou réutilisables. Aller vers plus de résilience pour mieux accompagner la transition écologique.

D'un point de vue social, les pays occidentaux sont de plus en plus marqués par une fracture entre des élites bénéficiant de la mondialisation et des classes moyennes qui ont peur d'être marginalisées. L'élection de Donald Trump aux États-Unis, le Brexit au Royaume-Uni, les Gilets Jaunes en France, l'élection de Salvini et du mouvement 5 étoiles en Italie sont autant de chocs exprimant une colère profonde de certains vis-à-vis des élites traditionnelles. Si les dynamiques derrière ces différents événements sont évidemment complexes avec des spécificités locales, on retrouve en fil rouge ce sentiment de déclassement et une certaine nostalgie du passé, perçu comme plus protecteur. Cette peur est d'autant plus importante que le nombre de précaires continue d'augmenter. À l'image des mouvements écologiques, ces groupes peuvent aussi prêcher une forme de relocalisation des activités industrielles. Ils vont généralement plus loin sur ce besoin de « localisme » en revendiquant une nécessité de préserver une identité locale forte face à des influences étrangères.

Ces deux approches sont en opposition frontale avec les formes actuelles de la mondialisation qui cherche à favoriser une interconnexion très forte de toutes les économies du monde afin de faire émerger le plus rapidement possible les technologies les plus

avancées à moindre coût. La crise du coronavirus donne une force supplémentaire à ces nouvelles demandes de radicalité. Les tribunes appelant à une transformation en profondeur de nos modes de vie se multiplient. Sur les questions sociales, la crise a fait ressortir de multiples inégalités. Certains personnels de santé travaillent dans des conditions très précaires. Les travailleurs essentiels ayant continué leur activité pendant la crise sont souvent rémunérés au SMIC. Plus généralement, les précaires ont été les plus touchés, principalement du fait de l'arrêt brutal et sans filet de sécurité de l'économie informelle. Les files d'attente pour accéder à l'aide alimentaire dans les zones les plus défavorisées se sont multipliées. Les conditions de confinement à plusieurs dans des logements exigus et mal isolés ont été très difficiles pour des pans entiers de la population.

## Pas de radicalité sans consensus et acceptation

Rester sourd à ces appels au changement serait une profonde erreur. Les aspirations en matière de radicalité doivent être entendues. La lutte contre le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité appellent effectivement à des transformations très profondes. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la crise du coronavirus aboutira en 2020 à une baisse des émissions de ~8 % des émissions par rapport à 2019. Limiter la hausse des températures bien en dessous de 2°C comme le prévoit les accords internationaux implique de réduire **chaque année** les émissions dans une proportion équivalente dans les décennies à venir. Socialement, la crise économique qui s'annonce va frapper de plein fouet les plus précaires. Des actions fortes permettant d'atténuer ce choc, de réduire les inégalités, de mieux protéger et de mieux redistribuer, sont absolument nécessaires pour éviter une précarisation massive qui déstabiliserait en profondeur nos économies.

Emmanuel Macron a appelé dès sa première allocution à « interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour ». Il est évidemment resté assez évasif sur la nature des changements à venir. Les aspirations de nos sociétés sont très diverses entre envie de *radicalité* dans des approches très diverses, et approches de transitions plus progressives.

Sur les questions environnementales, même si la prise de conscience est aujourd'hui très large, nous sommes loin d'un consensus sur les moyens d'actions. On peut comprendre que des catégories populaires estiment que les plus aisés doivent faire d'abord plus d'efforts avant qu'on augmente le prix du diesel. On peut aussi comprendre que chacun se sente démuni à son échelle, attendant que les réformes viennent des chefs d'Etats ou des dirigeants d'entreprise. En parallèle, les entreprises restent majoritairement sur des trajectoires de transformation très progressives de leur modèle économique. Certains dirigeants n'hésitent souvent pas à insister sur la responsabilité partagée avec les consommateurs qui, en majorité, ne seraient pas prêts à changer radicalement leurs comportements d'achat, toujours plus, toujours moins cher. On entend aussi parfois qu'il ne sert à rien d'essayer de réduire les émissions des plus aisés, en avion par exemple, car le gros des émissions est associé à la consommation de masse.

De même, sur les questions sociales, la dénonciation des inégalités est très largement partagée. Mais les modalités pour y faire face sont très clivantes. L'augmentation de la

fiscalité, même si elle vise à plus de redistribution, reste très impopulaire. Quand il s'agit de revoir la taxation des grandes multinationales ou des hauts revenus / patrimoines, on se heurte vite aux problématiques de mobilité des entreprises et des personnes fortunées, susceptibles de s'exiler très rapidement vers des cieux fiscalement plus cléments. Les réformes structurelles qui permettraient d'augmenter les bas salaires et les prestations aux personnes en dehors du travail (chômage, RSA, retraite) se heurtent très vite aux questions de compétitivité et d'équilibre budgétaire. Réformer en profondeur sur les questions sociales implique des ruptures avec les règles du commerce international avec un retour à des formes de protectionnismes. Toutes ces approches sont très loin de faire l'unanimité.

La diversité des attentes en matière de radicalité sont susceptibles de bloquer des dynamiques de progrès. On voit rapidement que des propositions radicales en matière d'écologie sont susceptibles d'entraîner une forme de radicalité sociale qui entraîne la paralysie de nos sociétés, et leur fragmentation.

Si nous avons réussi à agir contre le coronavirus, c'est bien parce qu'il existe un consensus très large sur les grands principes d'action contre l'épidémie. C'est aussi que la crise est sanitaire et pas écologique, elle concerne la santé voire la survie de chacun d'entre nous, ses parents, ses enfants. Même si les critiques sur les modalités d'action des gouvernements pleuvent, presque personne ne remet en cause la nécessité du confinement ou de la distanciation physique. Nous n'avons par exemple pas traversé de révolte populaire majeure, à l'image de la crise des gilets jaunes, parce que nous sommes presque tous convaincus que ces mesures sont nécessaires. Ce consensus a aussi été probablement plus facile à atteindre dans la mesure où il est perçu comme un effort temporaire, et donc pas un changement durable de nos modes de vie.

Qu'il s'agisse d'environnement ou de lutte contre les inégalités, renforcer consensus et acceptabilité est le socle indispensable pour permettre la transformation en profondeur de nos sociétés sans tomber dans la discrimination, la violence ou porter atteinte à nos démocraties. On peut espérer que la pandémie en elle-même est un tel choc qu'elle incitera naturellement les gens à se mettre d'accord. Les premières réactions ne laissent pas vraiment présager cette issue. Plus que jamais, il semble nécessaire d'encore renforcer les efforts pour expliquer les défis auxquels nous faisons face au XXIème siècle. Des efforts significatifs ont déjà été déployés pour renforcer l'enseignement des questions de développement durable tout au long de la scolarité. C'est loin d'être suffisant et il faut encore changer d'échelle. Surtout, étant donné la vitesse à laquelle change notre monde, il faut améliorer la formation tout au long de la vie annoncée depuis des décennies. La formation professionnelle peut se transformer en profondeur pour l'axer profondément autour de l'action environnementale et sociale afin de repenser nos métiers et nos modes de vie.

## Comment accélérer ?

Nous essayons depuis des décennies de faire évoluer progressivement nos modes de vie pour adopter des comportements plus durables. À l'échelle individuelle, nous sommes nombreux à essayer de faire des efforts pour moins polluer, pour mieux s'alimenter ou pour

plus aider les autres. Au niveau réglementaire, plusieurs législations visent à encourager le déploiement de transitions. De nombreuses réformes imposent aux entreprises plus de transparence sur les impacts environnementaux et sociaux de leurs produits. Les labels Agriculture Biologique ou Commerce Équitable se développent, les affichages des performances environnementales des bâtiments et des automobiles se sont généralisés. On voit aussi apparaître des dispositifs fiscaux pour pénaliser certains produits ou comportements peu vertueux. Sur les automobiles, les véhicules les plus polluants sont ainsi plus taxés afin de favoriser l'émergence d'une mobilité moins carbonée. Des taxes sur les boissons sucrées ont commencé à se développer partout dans le monde. Ces approches permettent d'envoyer un premier signal aux consommateurs et aux décideurs. Mais, qu'il s'agisse de transformation environnementale ou sociale, le compte n'y est pas. Les émissions de gaz à effet de serre mondiale continuent d'augmenter. L'obésité est désormais un fléau planétaire. La déforestation se poursuit. Les inégalités atteignent des niveaux records. Il est plus que jamais temps d'accélérer.

Face au coronavirus, nous avons réussi à agir vite et fort. Une grande partie de notre capacité d'action provient de l'extrême rapidité de propagation du virus. La pandémie nous a mis au pied d'un mur. Il fallait agir tout de suite pour sauver des vies et protéger les capacités hospitalières. C'est humain, nous sommes plus efficaces dans les situations « de choc » et d'urgence. Qu'il s'agisse de lutter contre la dégradation de notre environnement ou de faire face à la montée des inégalités, ces sujets s'inscrivent dans des dynamiques longues. Par nature, ces horizons long terme sont moins mobilisateurs, d'autant que les conséquences du dérèglement climatique ou les crises sociales semblent moins visibles, mêmes si elles sont susceptibles de tuer beaucoup plus que le Covid-19.

Si nous sommes incapables de transformer progressivement nos comportements, il peut être tentant, à l'image de certains mouvements environnementaux ou sociaux, de prôner un grand soir, une révolution, faisant table rase des dirigeants et des modes de vie du « monde d'avant ». Nous finirons peut-être par en arriver là. Mais le choc risque d'être terrible, et ceux qui sont le plus en difficulté aujourd'hui seront ceux qui en souffriront plus demain. De plus, étant donné la fragmentation des opinions dans les sociétés occidentales, il semble inenvisageable de répondre aux aspirations très différentes des mouvements les plus radicaux sans porter atteinte aux modèles démocratiques.

La lutte contre les inégalités ou contre les dégradations de l'environnement resteront fondamentalement des sujets de long terme. Nous ne pourrons jamais obtenir le même niveau de mobilisation sur ces sujets que sur une épidémie ou une catastrophe naturelle. Mais peut-être pouvons-nous essayer de tirer parti de nos biais cognitifs pour accélérer. **Plutôt que de mettre en place des « transitions » progressives de nos vies, pourrions-nous imaginer d'établir des plans à moyen long terme avec des successions de « mini-chocs », plus mobilisateurs, tous les 3-5 ans par exemple, auxquelles des changements importants seraient actés, acceptés et planifiés. La procrastination est un de nos pires ennemis pour répondre aux grands enjeux de notre siècle<sup>1</sup>.** Peut-être avons-nous besoin de dates butoirs,

---

<sup>1</sup> On retrouve là le célèbre syndrome de la grenouille. Mais c'est en fait une fable. Dans la vraie vie, la grenouille sort de l'eau même quand on fait chauffer très doucement.

échéances régulières au-delà desquelles l'absence de changement aurait des conséquences majeures sur nos vies ?

D'une certaine manière, ces approches existent déjà pour les industriels de l'automobile ou du bâtiment. 2020 a été par exemple marqué par l'entrée en vigueur d'une chute très significative des émissions de CO<sub>2</sub> autorisées pour les véhicules ce qui a obligé les industriels à investir dans l'électrique. Dans le bâtiment, les réglementations thermiques mises à jour généralement tous les 5-7 ans ont permis une baisse drastique des émissions des bâtiments neufs. En matière d'investissement public, le déploiement d'infrastructures favorisant les modes de vie plus durables constitue des paliers importants en matière de transformation. Les aménagements actuels de pistes cyclables vont probablement aboutir à des changements durables des comportements. On peut aussi penser à certaines réformes marquantes comme l'interdiction du tabac dans les lieux publics ou l'obligation du port de la ceinture qui ont permis de franchir des paliers en matière de tabagisme et de sécurité routière. Pourrions-nous étendre plus largement ce fonctionnement par seuil à d'autres sujets ?

Plus largement, peut-être pouvons-nous nous inspirer des sciences cognitives afin de renforcer la mobilisation autour de sujets d'intérêt général souvent peu mobilisateurs car trop lointain dans le temps, trop éloigné géographiquement, faisant l'objet de controverses. Si les produits vertueux d'un point de vue environnemental ou social étaient proposés par défaut, en rendant plus difficile d'accès les alternatives traditionnelles, on assisterait potentiellement un basculement rapide des modes de consommation. Si de nombreuses personnes sont prêtes à faire des efforts mais ne souhaitent pas être les seuls à le faire, la fixation de points de bascule peut permettre de faciliter les consensus. A l'image de la théorie des « Nudges », cherchons à tirer parti de nos biais cognitifs pour faire évoluer nos comportements sans contrainte.

\*

Les petits ruisseaux ne font pas toujours les grandes rivières. La crise du coronavirus nous invite à changer d'échelle pour transformer nos économies. Plusieurs hypothèses d'organisation des transitions s'offrent à nous, nous devons choisir collectivement la forme que nous souhaitons. Les mots sont importants, c'est ce qui donne sens et valeurs à l'action. Alors radicalité ? Bien sûr le mot induit une relation au temps, à l'efficacité et à la capacité à faire ensemble. Mais le chemin s'annonce étroit pour faire que cette métamorphose ne sombre pas dans les conflits. Sommes-nous capables de créer une radicalité positive sans violence capable de fédérer autour de projets changeant concrètement nos quotidiens ? La piste mérite d'être explorée au niveau national comme européen.